

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Marseille, le - 6 NOV. 2018

Préfecture  
Direction de la Citoyenneté, de la Légalité  
et de l'Environnement  
Bureau des Installations et des Travaux Réglementés  
pour la Protection des Milieux

Dossier suivi par : M GILLARDET  
Tél : 04.84.35.42.76  
[sylvain.gillardet@bouches-du-rhône.gouv.fr](mailto:sylvain.gillardet@bouches-du-rhône.gouv.fr)  
**n°2018-361MED**

**ARRÊTÉ**  
**de mise en demeure**  
**pris à l'encontre de la Société**  
**GCA LOGISTICS MARSEILLE**  
**à Rognac(13)**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR**  
**PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ SUD**  
**PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE**

**Vu** le code de l'environnement et notamment l'article L.171-8,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2016-28A du 01 juin 2018 autorisant la Société GCA LOGISTICS Marseille, à exploiter une plateforme logistique ainsi qu'une installation de traitement de déchets non dangereux (pneumatiques usagés) sur le territoire de la commune de Rognac,

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 22 octobre 2018,

**Vu** l'arrêté du 26 octobre 2018 portant organisation de l'intérim des fonctions de Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

**Vu** le rapport et le projet d'arrêté de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier le 26 octobre 2018, conformément à l'article L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

**Vu** l'avis de Monsieur le Sous-Préfet d'Istres le 30 octobre 2018,

**Vu** les observations du 31 octobre 2018 de la société GCA LOGISTICS Marseille,

**Considérant** que lors de la visite d'inspection du 27 septembre 2018 l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que l'installation est exploitée sans respecter certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 10 juin 2018, en particulier :

- le volume de déchets pneumatiques présents sur le site (16 400m<sup>3</sup>) est supérieur au volume autorisé par arrêté préfectoral (8 800m<sup>3</sup>)
- les conditions d'entreposage des déchets de pneumatiques ne sont pas satisfaisantes : la hauteur d'entreposage est supérieure à la hauteur des murs coupe-feu des alvéoles et des déchets de pneumatiques sont entreposés en dehors des alvéoles prévus à cet effet.

**Considérant** la nécessité d'imposer à la société GCA LOGISTICS Marseille le respect des dispositions réglementaires nécessaires à prévenir les risques et à limiter les nuisances visées à l'article L.511-1 du code de l'environnement,

.../...

**Considérant** qu'il convient en application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement, en mettant en demeure la société GCA LOGISTICS Marseille de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,

**Sur proposition** de Monsieur le Secrétaire Général par intérim,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : volume de déchets de pneumatiques présents sur site**

La société GCA LOGISTICS Marseille dont le siège social est situé, 91 Montée des Pins, ZI Nord – 13340 Rognac, est mise en demeure de respecter pour son site de Rognac, la prescription suivante de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 10 juin 2018 :

"le volume maximal de déchets de pneumatiques présents sur le site est de 8 800m<sup>3</sup>"

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- **au plus tard le 9 novembre 2018**, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les documents permettant de justifier d'un volume de déchets de pneumatiques présents sur site inférieur ou égal à 12 000 m<sup>3</sup>
- **au plus tard le 30 novembre 2018**, l'exploitant transmet à l'inspection des installations les documents permettant de justifier d'un volume de déchets de pneumatiques présents sur site inférieur ou égal à 8 800m<sup>3</sup>.

### **Article 2 : conditions d'entreposage des déchets en pneumatiques**

La société GCA LOGISTICS Marseille est mise en demeure de respecter pour son site de Rognac, de respecter les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral du 10 juin 2018 **au plus tard le 30 novembre 2018** :

- entreposer les déchets de pneumatiques dans les alvéoles dont les parois sont coupe-feu degré deux heures et d'une hauteur de 2,75m
- la hauteur des déchets de pneumatiques n'excède pas 2,25m.

### **Article 3**

Si à l'expiration des délais susvisés, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### **Article 4**

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente le Tribunal Administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui suivent la date de la notification du présent arrêté,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou affichage de ces décisions.

## **Article 5**

Le présent arrêté est notifié à la Société GCA LOGISTICS Marseille et publié au recueil des actes administratifs du département.

## **Article 6**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture par intérim,  
Monsieur le Sous-Préfet d'Istres,  
Monsieur le Maire de la commune de Rognac,  
Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement  
Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,  
et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Marseille, le – 6 NOV. 2018**

  
Le Sous-Préfet d'Aix-en-Provence

**Serge GOUTEYRON**

